

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS EN

Edition spéciale
de NOUVELLES CSN
9 juin 1988

isud

54e Congrès,
Québec



L'environnement, une question de conscience sociale

A quand, le Québec?

Même si la société a fait de l'environnement une de ses priorités, les consommatrices sont de plus en plus exigeants et ne sont pas toujours prêts à faire des concessions sur la qualité des produits. Comment concilier alors leur désir de protéger leur environnement par le rejet pur et simple de l'emploi des pesticides et leur volonté de trouver sur les étalages des marchés d'alimentation des denrées saines et parfaites en tout point?

Selon Jacques Proulx, président de l'Union des producteurs agrico-

les du Québec (UPA), "avant les années 1960, les agriculteurs étaient les gardiens de l'équilibre naturel. Aujourd'hui, l'Etat leur demande d'être super-productifs et de produire à moindre coût. Au Québec, comme ailleurs dans le monde, la terre ne se repose plus, elle produit tout le temps. Si les agriculteurs n'utilisent pas de produits chimiques, ils ne sont pas subventionnés. C'est aberrant de penser qu'ils doivent déboursier de l'argent de leur poche pour protéger l'environnement. Parce qu'au Québec, on aide financièrement les industries et les municipalités à combattre la pollution, mais pas les agriculteurs."

Il n'y a pas que la dépollution

agricole qui préoccupe l'UPA mais aussi toute la question des pluies acides. D'ailleurs, elle fut la première à entreprendre des enquêtes sur la détérioration de la forêt québécoise et à dénoncer la mollesse du gouvernement fédéral face à sa propre politique environnementale et au grand pollueur que sont les Etats-Unis.

"La question des pluies acides est à ce point inquiétante que, si nous ne réussissons pas, d'ici trois ans, à réduire de 50% les émissions acides venant des Etats-Unis, nous pourrons faire une croix sur tous les érables, les feuillus et les conifères québécois", ajoute Jacques Proulx. Sans parler des

(suite en page 9)



billet

M. Gobeil et l'Afrique du Sud

On rapporte que M. Paul Gobeil "a accepté sinon de bon coeur, du moins avec philosophie", la décision largement majoritaire des divers syndicats du secteur public de refuser son offre de prolonger les conventions. On ne savait pas M. Gobeil philosophe. Tant mieux si cela continue. La philosophie n'a jamais fait mourir personne. Elle en a même aidé certaines à vivre et parfois à survivre. Et un philosophe, ça ne prend pas l'Etat pour un supermarché.

Les syndicats, ça sert aussi à ça

Depuis quelques années, l'une des tactiques du gouvernement raciste d'Afrique du Sud, pour se donner une légitimité, a consisté à faire visiter le pays par certains écrivains et intellectuels. Au retour, on ne se surprend pas de leurs interventions en faveur du gouvernement de M. Botha.

Le cas le plus patent demeure celui de M. Michel Droit, de l'Académie française, qui, depuis un voyage au pays de l'apartheid, n'a de cesse d'encenser le régime. On a pu lire sous sa plume que le problème en Afrique du Sud, ce ne sont pas les Blancs, ce sont les

M. GOBEIL
PHILOSOPHE

Noirs.

Jouissant d'un douteux droit d'asile dans la page éditoriale du Devoir, M. Guy Brouillet s'inspirait aux mêmes sources, mardi. Quoiqu'enrubanné et aseptisé comme seul peut le réussir un jésuite, le message demeure: le problème, en Afrique du Sud, ce ne sont pas les Blancs, ce sont les Noirs.

En assemblée, le syndicat des journalistes a unanimement dénoncé le texte en question. Mercredi matin, l'éditeur recevait du syndicat une lettre exigeant que soit retirée à M. Brouillet l'hospitalité de la page éditoriale.

Les syndicats, cela sert aussi à rappeler, quand il le faut, où se situent les droits et les libertés.

Michel Rioux

LE QUOTIDIEN DU CONGRÈS

Coordination: Jean-Pierre Paré.
Rédaction: Jean-Anne Bouchard, Jacques Bourdouxhe, Michel Crête, Danielle Desbiens, Lise Gauthier, Louis-Serge Houle, Henri Jalbert, Thérèse Jean, Diane Lapointe, Luc Latraverse, Lucie Laurin, Jean-Pierre Paré, Michel Rioux.

Photographes: Robert Fréchette, Hélène Rochon.

Illustrations et caricatures: Garnotte, Jean Gladu.

Conception graphique: Jean Gladu.

Montage électronique: Henri Jalbert, Thérèse Jean, Jean Gladu, Jean-Pierre Paré, PageMaker et MacIntosh.

Impression: Imprimerie sociale.

Distribution: L'équipe du service d'ordre du Congrès.

Le Quotidien du Congrès est imprimé à 2,500 exemplaires. Vos commentaires et suggestions sont les bienvenus: venez nous rencontrer à la salle Parent.

Le Quotidien du Congrès est imprimé en deux couleurs grâce à la contribution financière de la Caisse populaire des syndicats nationaux de Montréal.

LES JOURNALISTES AU CONGRÈS...



En 1957, Julian Ariza commence à travailler à Madrid dans une entreprise métallurgique de produits chimiques. L'année suivante est engagé dans la même usine Marcellino Carmacho, devenu depuis le leader reconnu internationalement des Commissions ouvrières d'Espagne. L'adhésion étant obligatoire aux syndicats fascistes intégrés dans l'appareil du régime, M. Carmacho, avec M. Ariza, participèrent avec d'autres travailleurs(euses) à la fondation des Commissions ouvrières. Présentes dans toute l'Espagne, les C.O. deviendront progressivement le mouvement socio-politique le plus important de la lutte pour l'élimination du régime fasciste.

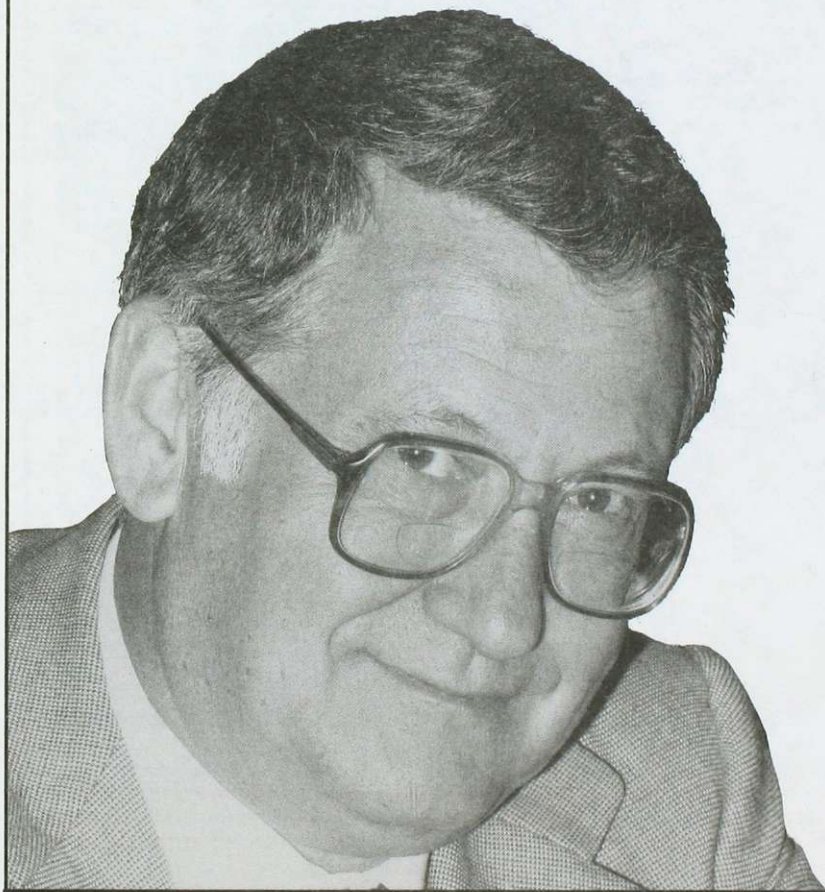
Ce n'est qu'après la mort de Franco, en 1975, que le processus de retour à la démocratie conduira à la reconnaissance légale des Commissions ouvrières en tant que centrale syndicale.

Pendant ces longues années de lutte, les leaders ont eu à subir les vexations, la répression policière, les poursuites, les condamnations à la prison. M. Ariza purgea quatre ans de prison de 1967 à 1971; sa dernière détention remonte à janvier 1976.

Vendredi matin, M. Julian Ariza, secrétaire confédéral des Commissions ouvrières, adressera un message de solidarité au Congrès.

Entrevue

Des politiques gouvernementales qui rapprochent les centrales



Depuis le début des années 80, c'est le gouvernement socialiste de M. Felipe Gonzales qui s'est retrouvé avec la responsabilité de gérer la crise économique en Espagne. Rencontré par le QUOTIDIEN, M. Ariza, secrétaire confédéral des C.O., dénonce vertement "ce gouvernement qui pratique finalement les mêmes politiques monétaristes et néo-libérales que la plupart des pays industrialisés".

Il s'explique: "En 82, les rentes du travail représentaient 54% du produit intérieur brut et celles du capital 46%; en 86, la proportion est inversée, les rentes de capital passant à 51% du PIB. En 1983, l'IPC était de 12.2% et en 84, le gouvernement proposait des hausses de salaires de 6.5%. Il y a eu près de 120 millions d'heures de grève, cette année-là."

Par sa politique de reconversion industrielle, le gouvernement se retire des secteurs industriels où existait une économie mixte, fermant ou revendant au secteur privé des usines dans la sidérurgie et la construction navale, en particulier. Ces politiques et leurs effets néfastes - chômage, baisse du pouvoir d'achat, pertes massives d'emploi - "ont conduit au rapprochement par des revendications et des luttes communes des deux grandes centrales, la C.O. et l'Union générale des travailleurs (IGT), qui se considère pourtant de la famille socialiste," d'ajouter M. Ariza.

On retrouve 14% de la main-d'oeuvre active dans l'agriculture, alors qu'elle en comptait le double il y a dix ans. "C'est un drame, déclare notre invité. Dans l'Andalousie, il y a des endroits où on dénombre 50 à 70% de chômeurs; dans la capitale, Séville, 30%." Selon M. Ariza, "sur 100 chômeurs, seuls 26 reçoivent les maigres subsides de l'Etat. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons combattu le traité d'adhésion à la Communauté économique européenne, qui a déjà rendu négative notre balance des paiements avec l'Europe. Vous connaissez ce genre de débats avec le traité de libre-échange avec les USA."

OTAN

Par ailleurs, c'est également dans l'unité que les deux centrales, regroupant les trois millions de syndiqués espagnols, ont combattu l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, lors du référendum tenu par le gouvernement Gonzales. "Nous souhaitons conserver notre statut de pays neutre, comme la Suisse, l'Autriche ou les pays scandinaves", de dire M. Ariza.

L'oeuf & l'argent

Analyse des politiques "natalistes" du gouvernement

En présentant son budget, le 12 mai dernier, le ministre des finances disait viser deux objectifs, soit d'inciter les Québécoises et les Québécois à avoir plus d'enfants et d'apporter un soutien financier additionnel aux familles. Le comité de la condition féminine de la CSN a fait une analyse approfondie des mesures mises de l'avant par le ministre des Finances, analyse dont nous vous livrons l'essentiel.

A

notre avis, les mesures proposées ne permettront pas d'atteindre ces objectifs.

Plusieurs raisons ont provoqué la baisse du taux de natalité. La remise en

question par les femmes de leur rôle dans la société et au sein de la famille constitue probablement l'élément majeur qui en a influencé plus d'une à avoir moins d'enfants que leur mère, ou à ne pas en avoir du tout. Désormais, les femmes se voient autrement, elles se veulent autonomes et sont intéressées à intervenir dans des domaines autrefois réservés aux hommes: politique, économie, sciences, relations du travail, etc. En somme, si elles veulent encore des enfants, les femmes ne sont plus prêtes à les avoir à n'importe quel prix et dans n'importe quelle conditions.

Le mouvement féministe a interpellé la société en revendiquant une prise en charge plus collective de la responsabilité des enfants. D'ailleurs, ceci est en quelque sorte inévitable lorsque l'on sait que 60% des mères d'enfants d'âge préscolaire détiennent un emploi rémunéré.

Voyons les effets des mesures choisies par le gouvernement.

Le premier... avant le troisième!

Trop de facteurs influencent les décisions des femmes et des couples pour qu'on puisse penser que les allocations de naissance peuvent relever le taux de natalité. Ces montants alloués à la naissance, qui sont de l'ordre de 500 \$ pour le premier et le deuxième enfant, et de 3 000 \$ pour le troisième et les autres..., auraient dû

être inversés à 3 000 \$ pour le premier et deuxième puisque la chute du taux de natalité est surtout due à la diminution des premières et deuxièmes naissances (73% des 13,000 naissances en moins entre 1980 et 1986, selon les statistiques).

De plus, ces montants, qu'ils soient de 500 \$ ou de 3 000\$, sont nettement insuffisants lorsque l'on sait qu'il en coûte au bas mot 3 500 \$ par année pour subvenir aux besoins d'un enfant. Il faut aussi calculer la perte du revenu subie par les femmes qui doivent s'absenter de leur travail pour avoir un enfant. A titre d'exemple: une femme gagnant 15 000 \$ par année qui se retire de son travail pendant 17 semaines (dont 15 sont payées par l'assurance-chômage à 60%) perd en-



Il coûte au bas mot 3 500\$ par année pour subvenir aux besoins d'un enfant. Les montants alloués à la naissance auraient dû être inversés à 3 000\$ pour le premier et deuxième puisque la chute du taux de natalité est surtout due à la diminution des premières et deuxièmes naissances.

viron 1 500 \$ de son revenu annuel. Plus son salaire est élevé, plus cette perte augmente.

Rappelons qu'une seule travailleuse sur cinq bénéficie de congés de maternité sans perte de salaire.

L'amélioration des normes minimales au chapitre des congés de maternité est, dans le contexte, plus qu'urgente. Toutes les femmes devraient bénéficier d'un congé de maternité de 20 semaines payées à 100% et la loi devrait aussi prévoir d'autres congés liés aux responsabilités parentales.

Afin de pouvoir apprécier les effets des mesures spécifiquement liées à la naissance et des autres proposées comme soutien à la famille, il faut connaître la véritable situation de ces familles.

Les femmes cheffes de famille, cas de la grande majorité des familles monoparentales, se sont appauvries depuis les cinq dernières années. De 1981 à 1985, leur revenu moyen a diminué, en dollars constants, de 2 000 \$, passant de 18 354 \$ à 16 596 \$. Quant aux familles bénéficiant de deux sources de revenu, il s'est maintenu au même niveau depuis 1981. Enfin, rappelons que le nombre de familles bénéficiaires de l'aide sociale est passé de 86 859 en 1978 à 110 000 en 1987.

Coûts exorbitants, mesures inadéquates

Au chapitre de la garde des enfants, les mesures choisies sont inadéquates puisqu'elles ne permettent pas aux parents d'assumer convenablement leurs responsabilités parentales tout en travaillant. On estime à 15% le nombre de parents d'enfants d'âge préscolaire pouvant avoir recours à des services de garde reconnus et réglementés. Nous sommes heureux de la création de 60 000 nouvelles places en garderies, mais il faut dire que l'ouverture de ces places avait déjà été annoncée par le gouvernement fédéral au mois de décembre 1987.

Sans ironiser outre-mesure, nous souhaitons, pour madame Monique Gagnon-Tremblay, que le taux de natalité n'augmente pas trop rapidement car ces nouvelles places ne suffisent déjà pas à répondre aux besoins actuels.

Il faut aussi penser à donner des services de garde de qualité. Lorsqu'on connaît l'état de pauvreté actuel des garderies, leur manque de ressources tant financières que physiques, les 2 300 \$ destinés à l'amélioration des équipements sont nettement insuffisants. De plus, aucune



augmentation directe n'est accordée aux garderies.

Ainsi, les parents ayant accès à des services de garde reconnus et qui défraient 15 \$ par jour par enfant d'âge préscolaire ou 8 \$ par jour par enfant d'âge scolaire risquent de voir encore augmenter le coût des places en garderies. Pour les familles à faible et moyen revenu, ces coûts sont exorbitants et inaccessibles. Au rythme où vont les augmentations des coûts de places, les garderies ne vont servir d'ici quelques années qu'aux parents les mieux nantis.

La baisse du taux d'imposition

La baisse du taux d'imposition, qui semble être la mesure privilégiée pour les familles ayant déjà des enfants, nous semble aussi nettement insuffisante. L'enrichissement réel des familles est insignifiant en regard des coûts qu'entraîne la garde des enfants.

Prenons l'exemple d'une famille monoparentale avec un enfant d'âge scolaire et dont le revenu est de 15 000 \$ par année. Avec les nouveaux taux d'imposition, elle bénéficie d'une baisse d'impôt de 462 \$, ce qui représente une augmentation réelle de son revenu disponible de 3,08%. Cette même famille peut donc difficilement mettre son enfant en garderie, puisque cela représenterait un coût annuel de 1 231 \$, correspondant à 8,2% de son revenu.

De même, pour une famille avec deux enfants d'âge scolaire dont le revenu de 40 000 \$ est gagné par deux

personnes, les gains découlant de la réforme ne correspondront à un enrichissement réel que de 1,65% du revenu annuel.

Des éléments positifs

D'autres éléments du budget sont plus positifs, telle la dissociation de l'allocation de disponibilité des déductions de frais de garde. Nous ne pouvons que nous réjouir également que le gouvernement ait rétabli certaines "erreurs historiques", c'est-à-dire qu'il ne récupère plus les allocations familiales et ramène à 13 ans l'âge limite pour avoir droit à la déduction de base pour frais de garde. Par ailleurs, nous déplorons grandement que ces déductions n'aient pas été transformées en crédit d'impôt, ce qui aurait favorisé une plus grande équité pour toutes les familles.

Finalement, nous sommes d'avis que les mesures annoncées ne sont qu'une tentative de contrer la dénatalité: elles ne règlent en rien les problèmes des femmes et des hommes qui désirent avoir des enfants. En tenant compte de la situation sociale actuelle et de l'appauvrissement des familles, nous avons maintes fois exprimé des demandes pour rehausser le niveau de l'emploi au Québec, que ce marché du travail soit adapté aux besoins des femmes et que les familles bénéficient d'un support permanent.

Regarder le monde par le petit bout de la lorgnette ne nous permettra certainement pas d'améliorer le sort des familles québécoises.

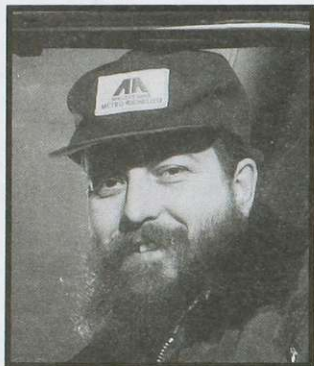
J'ai la compétence

Derrière l'image, une conceptrice

1980. Au p'tit écran, entre deux réclames de savon et de bière, des gens s'affairent à une structure d'aluminium représentant le Québec. Une à une, ces personnes y vont de leur réflexion sur le développement économique au Québec. A la fin, elles apparaissent toutes dans cette même structure d'aluminium et sous nos yeux, le drapeau du Québec se referme. On nous annonce que c'était un message retenu par le gouvernement du Québec dans le cadre de la campagne OSE.



Céline Lafond
agente de programmation
et de planification,
Département de santé
communautaire,
Drummondville.



Henri-Paul Temelini
camionneur,
Entrepôts Métro-Riche-
lieu.



Pierrette Beaucher
éducatrice,
Garderie Carosse-
Citrouille.



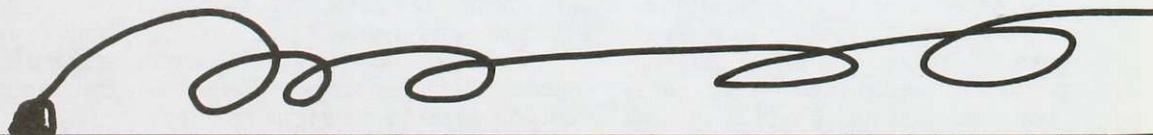
Lise Prince
secrétaire de direction,
Ecole Jules Verne
(CECM).

"Pour plusieurs personnes, c'est en me voyant à la télé et dans les journaux qu'elles ont appris que j'étais syndiquée à la CSN. La publicité a été perçue très positivement. Elle a permis de démystifier la CSN. Je suis des cours en administration de la santé à l'Université de Montréal et au HEC. Evidemment que je me suis fait questionner. Cela a justement permis de discuter de la CSN, de syndicalisme, de choix syndicaux. Plusieurs préjugés sont tombés. Les gens comparaient les publicités syndicales et appréciaient de voir les membres de la CSN. Pour eux, c'était un signe que rien n'était truqué, que le message était vrai. Ils ont eu une autre image de la CSN."

"Les membres de mon syndicat ont été très satisfaits. Cette publicité a aussi eu de l'impact auprès des syndiqués FTQ pour l'autre partie de l'entrepôt où je travaille. Il se dégage beaucoup de fierté. Chez les marchands où je livre de la marchandise, ils sont fiers de voir que le nom de Métro avec un syndicat CSN apparaît au même titre que Cascades, Reynolds ou Le Reine Elisabeth. On sent qu'il y a un respect mutuel"

"J'ai beaucoup aimé mon expérience. Je trouve que l'image projetée est douce. J'ai eu beaucoup de réactions positives de la part d'ami-e-s, des parents de la garderie et des enfants, naturellement. J'ai même reçu des commentaires de syndiqué-e-s CEQ dans une garderie. On trouve très intéressant que la CSN mette en valeur les garderies dans ce type de publicité. Quant à ma fille de 7 ans, elle était rivée à l'écran. Quand je lui ai demandé si elle me reconnaissait, elle m'a répondu: "Oui, surtout ton chandail"

"Je me suis fait agacer beaucoup. Mais si l'expérience était à recommencer, je recommencerais. J'ai eu des commentaires très positifs. Des secrétaires d'autres écoles, des concierges, des livreurs, jusqu'à mon directeur général, m'ont téléphoné pour me féliciter et me dire que je représentais bien mon syndicat. Quant aux enfants, c'est certain qu'ils étaient contents. Ils me connaissaient et me voyaient à la télé. Les gens ont eu une bonne perception de la CSN"



J'ai le syndicat

l'Office de protection du consommateur avec Yvon Deschamps, dont celui pour la meilleure campagne d'intérêt public.

"La campagne publicitaire télévisée de la CSN est une belle campagne de dire Christiane Dubreuil, parce qu'elle est vraie et authentique. Les membres de la CSN nous communiquent la fierté de leur travail et de leur appartenance syndicale. C'est une campagne sobre mais efficace".

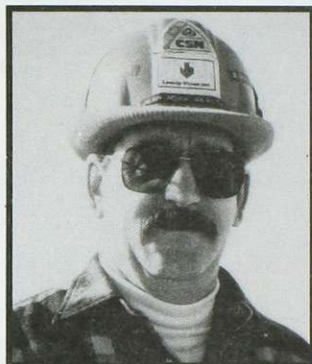
Pour Christiane Dubreuil, faire de la pub pour la CSN, c'était en quelque sorte un défi: *"Les événements fâcheux dont nous avons été témoins par les médias nous renvoyaient une image négative de la CSN. Il fallait donc renverser cette image dans l'opinion publique et parmi les membres de la CSN".*

A-t-elle aimé son expérience? *"Au départ, je n'avais au-*

cune résistance à faire cette publicité. J'ai une sympathie naturelle à l'endroit de la CSN pour son grand respect de l'esprit du syndicalisme et pour son fonctionnement démocratique. Ma participation tout au long du processus de production de cette campagne de publicité me confirme une chose: le monde de la CSN, c'est du monde beau entre les deux oreilles".



Christine Tlustek
réposée aux bénéficiaires,
Centre d'accueil La
Pinière.



Jean-Rock Beaudet
opérateur de grue
télescopique
chantier Bécancour

"Les personnes âgées ont beaucoup apprécié qu'on parle d'elles par le biais du syndicat. Pour ces personnes, ce message n'était pas le type de message syndical auquel on est habitué. Quant aux familles des personnes âgées, elles ont aussi trouvé que le message était bien fait, qu'il reflétait le travail que nous faisons en centre d'accueil. "J'ai la compétence, J'ai le syndicat", est un message qui a bien passé".

"Je me fais souvent interpellé. Pour plusieurs, je suis le gars qui a la compétence. J'ai reçu plusieurs lettres de félicitations incluant celle du député de mon comté à l'Assemblée nationale. Au chantier où je travaille, nous partageons notre roulotte avec des gars de la FTQ. L'an dernier, à pareille date, les moqueries allaient bon train sur le compte de la CSN. Depuis l'annonce, les moqueries se font rares. Je crois que cette publicité a renforcé l'appartenance à la CSN."

8 jours, 12 tournages

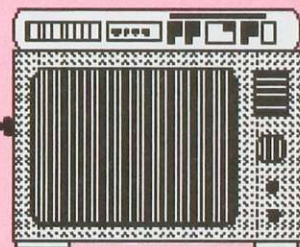
La campagne publicitaire télévisée a été réalisée en 12 jours, incluant le pré-montage et le montage. Cela relève quasiment de l'exploit.

Il nous fallait trouver les membres qui accepteraient d'y participer, obtenir les permissions des employeurs pour le tournage, organiser l'horaire, s'assurer que tout baigne dans l'huile et que Dame nature ne nous joue pas de mauvais tours.

Tout le monde a mis la main à la pâte et ce, à la vitesse de l'éclair. Une collaboration excellente des salarié-e-s, des syndicats et aussi des employeurs. Pour la première fois, Reynolds et Cascades accordaient des permissions de tourner dans leurs locaux. Le Reine Elisabeth nous a même ouvert les portes de son «très sélect» Beaver Club, et Métro-Richelieu a sorti son plus beau camion.

Pour les membres de la CSN qui ont accepté de participer à cette campagne, l'expérience était nouvelle et sortait de l'ordinaire. En un temps deux mouvements, les surnoms n'ont pas tardé à jaillir dans les milieux de travail. Ils étaient devenus des "vedettes".

Le Groupe Communipub est la maison de publicité qui a été retenue pour concevoir et produire cette campagne publicitaire. Cette maison de publicité n'en est pas à son premier travail avec la CSN. Elle s'est occupée de la publicité de la CSN lors des négociations du secteur public en 85-86, Elle a aussi travaillé à la campagne publicitaire du cheval et du lapin pour la coalition d'opposition au libre-échange.



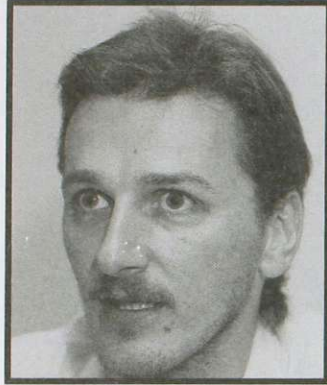
vous dites ?..



Chrystine Daniel,
Centre de formation
populaire à Montréal

"La politique familiale du gouvernement, ça ne donne vraiment pas envie d'avoir un enfant. Je ne pense pas que l'argent donné pour chaque enfant encourage la natalité. Ce n'est pas 500\$, 1 000\$, 2 000\$ ou 3 000\$ qui régleront le problème des familles à faible revenu. J'ai deux soeurs qui ont chacune deux enfants et elles ne sont pas du tout incitées à en avoir un autre avec des mesures de ce genre. C'est ridicule.

"Le véritable problème se trouve dans le système de garderie. Nous avons besoin de beaucoup de garderies disponibles. Ça fait partie des mesures de soutien indispensables. C'est comme le congé de maternité. Même si c'est reconnu en principe, il n'est pas évident qu'en emploi, dans la vraie vie, ce soit si clair. Dans les entreprises privées, la maternité n'est pas favorisée."



Yvan Drolet, Syndicat CLSC de l'Erable, à Plessisville

"Il me semble qu'une politique familiale devrait toucher davantage le premier enfant parce qu'on a plus d'hésitations à l'idée d'en avoir ou pas, au départ. Si les familles sont bien entourées au premier enfant, elles auront le goût d'en avoir d'autres. De toute façon, il faudrait plutôt investir dans les garderies ou d'autres mesures sociales que donner directement aux individus.

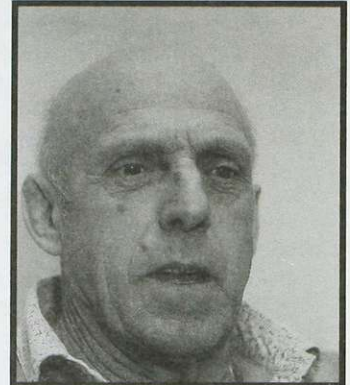
"Je trouve dommage que le gouvernement se serve du coeur des parents pour aller chercher des votes. Il veut acheter des enfants, par intérêt politique individualiste. C'est pour ça qu'il choisit une mesure très visible. Certaines personnes se laisseront peut-être tenter, par inconscience, avec ce "graissage". Mais ce montant ne servira, en réalité, qu'aux personnes qui avaient déjà décidé d'en avoir un troisième."



Andrée Bouchard,
Alliance des paramédicaux (techniques en radiologie et laboratoire), avec Olivier qui a eu un an vendredi dernier.

"La politique familiale du gouvernement n'est rien à comparer aux 15 000\$ par année que coûte un enfant. Ça prend un réseau de garderies gratuites, des crédits d'impôts qui tiennent vraiment compte de la réalité. Le montant des allocations familiales est ridicule et le congé de maternité "sans solde" d'un an aussi.

"Il faut investir dans l'ensemble des infrastructures de la société. Le magasin IKEA vient de Suède: il y a des poussettes, des change-langes, des lieux pour l'allaitement, une garderie. Tout est conçu pour la famille et c'est remarquable sans coûter si cher. Comparons avec un voyage en métro ou une visite au marché avec tourniquets d'entrée et ça donne une bonne idée du chemin à parcourir. On devrait s'inspirer des mesures prises pour les handicapé-e-s."



JAR Tremblay,
Syndicat de la traverse de Matane, Baie-Comeau, Godbout.

"Le goût d'avoir des enfants, ça vient tout seul. Mais il faut regarder son budget. Si une personne travaille à temps partiel, comment peut-elle arriver avec un enfant? Il devrait y avoir des mesures de plein d'emploi. Quand on a un enfant, on veut son confort. Si la famille n'a pas les moyens, c'est mauvais.

"Les garderies, ça, c'est bon: l'enfant apprend à vivre en groupe et à partager et puis, de nos jours, ça prend deux paies pour vivre. Il pourrait aussi y avoir des mesures par rapport à l'impôt qui tiennent compte du nombre d'enfants et qui soient des montants qui en valent la peine. Actuellement, ce n'est vraiment pas suffisant. Quand on pense aux prix dans l'alimentation, qui augmentent de deux, trois cents souvent, on voit bien qu'il faut toutes sortes d'aide. Ce n'est pas le petit peu que donne le gouvernement qui va changer ça."

Séminaires

Place aux débats

Au cours de cette semaine, il n'y aura pas que les sujets à l'ordre du jour officiel du congrès qui susciteront des débats. Pour un deuxième congrès consécutif, les délégué-e-s pourront participer à des séminaires syndicaux sur des questions cruciales pour les membres et qui ne font pas toujours l'unanimité au sein de la population.

Le but de ces séminaires est de permettre aux délégué-e-s de discuter entre eux sur des sujets parfois complexes et controversés. Ils portent sur le libre-échange, l'équité salariale, la politique familiale et la coopération internationale. Ils sont ouverts à tous débutent à 20 h 30 ce soir.

Libre-échange

Question lourde de conséquences pour le Québec, le libre-échange n'en constitue pas moins un sujet qui demeure méconnu pour plusieurs. Quel sera l'impact du libre-échange sur les législations du travail, les salaires et les programmes sociaux en général? Faut-il prendre la "menace" protectionniste américaine au sérieux? Les délégué-e-s qui veulent en savoir davantage sur le contenu spécifique de l'entente sont invités à assister au séminaire à la salle Québec-B.

Personnes ressources: Peter Bakvis et François Aubry, économistes CSN.

Équité salariale

La proposition sur la restructuration du secteur public du CCNSP sera déposée au Conseil du trésor le

20 juin prochain. Cette question de l'équité salariale remet en cause un bon nombre de nos valeurs parce qu'elle pose comme condition la réévaluation du travail féminin. Des questions concrètes seront posées, comme la perception que vous avez de la discrimination faite aux femmes et quelles formes elle prend. Le séminaire a lieu à la salle 1.

Personnes ressources: Raymonde Leblanc et Jean Charest, économistes CSN.

Politique familiale

Du plus haut taux de natalité en Amérique du Nord, le Québec est passé au deuxième plus faible au monde. Le soutien aux familles qui désirent avoir des enfants est-il suffisant, à l'heure actuelle? L'annonce du 3 000 \$ pour le troisième enfant est-elle une mesure qui favorisera la hausse du taux de natalité? Autant de questions qui seront abordées au cours de ce séminaire aux salles 2 et 3.

Personne ressource: Danielle Hébert, condition féminine CSN.

Coopération internationale

Quelles sont les conditions minimales pour devenir coopérant? Et d'abord, qu'est-ce que la coopération et la solidarité internationale? Au cours de ce séminaire, des militants et des militantes partageront leur expérience comme coopérant et resitueront toute la question de la solidarité syndicale internationale. Après un exposé et une discussion sur ce sujet, un vidéo du CISO sera présenté à la salle 4.

Personnes ressources: Joseph Giguère et Nicole Cousineau, ex-coopérants au Pérou.

(suite de la une)

conséquences néfastes sur la santé humaine. A ce chapitre, de récentes études médicales relient aux pluies acides l'apparition de nouveaux cas de cancer du côlon, de cancer du sein et d'interruption de grossesse dans la région de Montréal. Quant aux conséquences économiques, elles sont de tout ordre; par exemple, le Canada aurait déboursé plus de 8 milliards de dollars en réparations d'immeubles publics.

Nouveaux produits, nouveaux emplois

Dans son allocution d'aujourd'hui, le président de l'UPA veut rappeler aux congressistes qu'ils ont tous, en tant que travailleurs et consommateurs, un rôle important à jouer pour la sauvegarde de l'environnement et que, si la société en est consciente, de nouveaux emplois pourront ainsi en découler.

En Suède, tous les emplois créés depuis trois ans sont directement liés à la politique environnemen-



Jacques Proulx

tale.

En République fédérale allemande, toute nouvelle usine est établie selon les normes environnementales en vigueur.

En Chine, les déchets agricoles servent à la production du gaz à chauffage.

Dans plusieurs pays du monde, certains produits de la mer, tels les poissons et les algues, sont recyclés en compost pour fins agricoles.

A quand, le Québec?



SO!... SO!... SO!... SOLIDARITÉ!

Comme à tous les Congrès, la présentation, mardi soir, des grévistes et lock-outés de la CSN aux congressistes a donné lieu à d'intenses moments de chaleur et de solidarité. Parlant de conflits, c'est Mario Thibault, un travailleur de l'usine Expro de Valleyfield, qui offrira le macaron de la solidarité, aujourd'hui dans le hall d'entrée du Congrès. En lock-out depuis le 20 mars dernier, les syndiqués de l'usine de fabrication de poudre propulsives de Valleyfield revendiquent des clauses qui maintiendront au moins une trentaine d'emplois: le droit de prendre, sur une base volontaire, une pré-retraite entre 60 et 65 ans, ainsi que l'amélioration de leur fonds de pension et des assurances collectives. Les syndiqués veulent aussi protéger leur emploi contre l'introduction des changements technologiques.

La CSN... au quotidien (suite)

- Y-a-t-il un domaine où le Service de la recherche n'est pas impliqué? Jugez-en vous-mêmes? Parmi les principaux dossiers qu'il touche, notons l'économie, les politiques sociales, l'organisation du travail, les relations de travail et la représentation de la CSN dans divers organismes. Ce service effectue de nombreuses analyses et recherches, participe aux campagnes spéciales en appui aux grandes revendications de la CSN, consacre beaucoup d'énergies à la préparation des sommets, colloques, sessions de formation, etc. "Un travail considérable", aux dires du coordonnateur du Service, François Aubry.

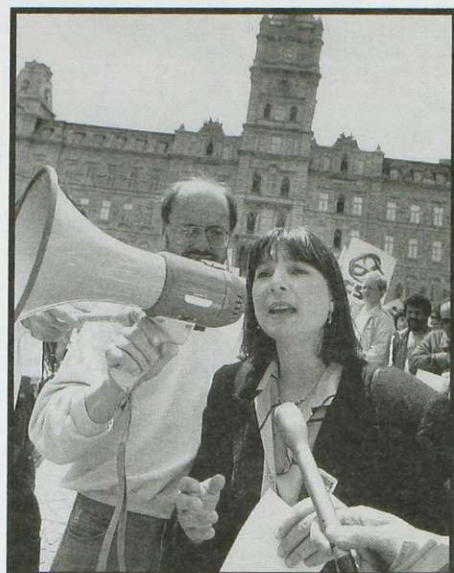
- D'après vous, combien de nouveaux membres ont adhéré à la CSN depuis 1986? Exactement 16 162, regroupés dans 223 nouveaux syndicats. Si vous ne le croyez pas, eh bien, allez le vérifier à la page 71 du **Rapport des activités sous la responsabilité des membres de l'Exécutif**. Au même chapitre, on y apprend également que le plus long délai observé pour obtenir une accréditation par un commissaire du travail est de 826 jours, qui fut imposé au Syndicat CSN des travailleurs du Regence Hyatt (Grand Hôtel).

- C'est dans le secteur commerce qu'on a dénombré le plus de syndicats en grève ou lock-out depuis deux ans, soit 55 syndicats totalisant 4 816 membres, venant confirmer que le secteur privé subit actuellement beaucoup de

pressions de la part des employeurs. Rappelons-nous en particulier les conflits du Marché Lemay, des grands hôtels de Montréal, d'Olympia St-Hyacinthe, de Sylvania à Drummondville, de Unit Cast Steel à Sherbrooke, de Perkins Laval, de Papier Candiac, de l'Alcan de St-Augustin, de la Caisse populaire de l'Ancienne Lorette, de la Mine de Chapais.

- En 20 mois seulement, soit de mars 1986 à décembre 1987, les conseils centraux ont organisé 290 sessions de formation générale, les fédérations, 245 et la CSN, 146. Les principaux objectifs de la formation syndicale visent "à donner aux travailleuses et travailleurs la capacité et l'autonomie nécessaires pour défendre et promouvoir leurs intérêts sur les lieux de travail et dans la société en général", nous apprend le Service de la formation de la CSN.

- La majorité des syndiqué-e-s que nous avons interrogés ne savent pas ce que font les assesseur-e-s réviser-e-s à la CSN. Apprenez qu'il y en a 57 à la CSN qui siègent régulièrement aux bureaux de révision dans diverses causes relatives aux droits de refus, à l'inspection, aux retraits préventifs, aux mesures disciplinaires et à l'indemnisation en cas d'accidents de travail. Vous aurez vite compris qu'ils ont pour mandat de défendre les victimes d'accidents et de maladies du travail et de trouver un règlement qui soit le plus favorable possible aux travailleuses et travailleurs.



Les congressistes ont manifesté, hier midi, devant l'Assemblée nationale, leur opposition au projet de réforme de l'aide sociale qui vise, entre autres, à couper les prestations à des milliers de jeunes et à en faire un "cheap labor" à la merci des employeurs.

Bâtirente

Hier soir se tenait la première assemblée des participants de Bâtirente, le régime enregistré d'épargne-retraite collectif de la CSN mis sur pied le 23 septembre 1987. Ce régime permet aux syndicats de se doter d'un fonds de pension quand ils n'en ont pas ou d'un régime supplémentaire de rentes s'ils le souhaitent.

Le rapport d'activités révèle que le premier million de dépôts a été atteint durant dans la troisième semaine de mai. Les premiers ont commencé en janvier. Après quatre mois d'activités, le fonds indique un rythme de 150,000\$ par mois. Grâce à une politique de placement prudente, un 10\$ dollar placé en janvier s'est apprécié à 10.25\$ sur les dépôts garantis. En trois mois, cela place Bâtirente parmi les dix premiers fonds.

L'assemblée a, de plus, procédé à l'élection de cinq membres parmi les participants présents, complétant ainsi le comité syndical chargé de l'administration du fonds.

Erratum

Une erreur s'est glissée en page 3 de notre édition d'hier (Nicole n'a pas été "chanceuse"). L'accident fatal dont il est question dans cet article n'est pas survenue à l'usine Reynolds de Baie-Comeau, mais bien à celle de Trois-Rivières.

METEO SYNDICALE: Ça commence à se réchauffer. Le baromètre monte. Les candidats et candidates aussi. Front chaud en vue pour le week-end.



HOROSCOPE: Se méfier de ce qu'on dit de vous dans les couloirs menant à la salle du congrès. Certain-e-s auront une promotion bientôt.

SORTIR À QUÉBEC

La suggestion de ...



Colette Lavoie

Dans le cadre de son travail d'organisatrice communautaire au CLSC-Basse-Ville, à Québec, Colette intervient particulièrement auprès des jeunes, mais touche aussi à d'autres dossiers.

Originaire de Québec, elle vous propose d'aller fureter du côté du Petit Champlain, dans le Vieux Port, où on retrouve des boutiques originales de bijoux, de créations artistiques, et de

vêtements. Une fois sur place, elle invite les congressistes à emprunter le traversier reliant Québec et Lévis. (Ça commence à devenir un classique, l'histoire de la traverse Québec-Lévis, mais on le recommande encore à ceux et celles qui n'étaient pas de «La croisière s'amuse»).

Aux amateurs de musique, Colette recommande le disquaire Le Viny-le, sur la rue St-Jean, qui met en vente des productions des groupes de rock alternatif de Québec.

Si la température est clémente, elle vous invite à vous rendre à la terrasse du Zanzibar, toujours rue St-Jean, où vous pouvez danser.

Il y a trente ans aujourd'hui, **Claude Girard**, l'actuel directeur du personnel à la CSN, signait sa première carte de membre d'un syndicat CSN. En cours de route, il a été président du Conseil central du Saguenay Lac St-Jean et vice-président de la CSN.

...

Soulignons la présence de **Louise Carpentier**, qui milite à la CSN comme salariée depuis 20 ans. Le 27 mai, ses camarades de Sorel ont célébré cet anniversaire. Bravo Louise!

...

Parmi nos visiteurs d'hier au Quotidien, **César Cotton** est revenu accompagné de **Michel Nault** et de **Marc Blackburn**, le bleu-ambulancier. Aussi, **Catherine Loumède**, la présidente de la FAS et **Anne-Marie David**, du comité de condition féminine. NDLR: César, ce n'était pas nécessaire d'occuper les lieux pendant trois heures.

...

• Avis à ceux qui portent le macaron en forme d'aspirine. C'est des 222 qu'il faut prendre, et non des 22.

• Trouvé carte 711 pour la croisière de mardi, signée d'un nom qui semble répondre aux initiales de J.M.

• Les organisateurs du souper du secteur hôtellerie-restauration ont pris une décision finale. Le lieu de rendez-vous, c'est le restaurant **Sam Wong**, au 2700 chemin Sainte-Foy, à 20 h.

• Notre photographe, **Robert Fréchette**, a gagné un prix de \$1,000. S'il est encore énervé ce matin, nous avertir.

...

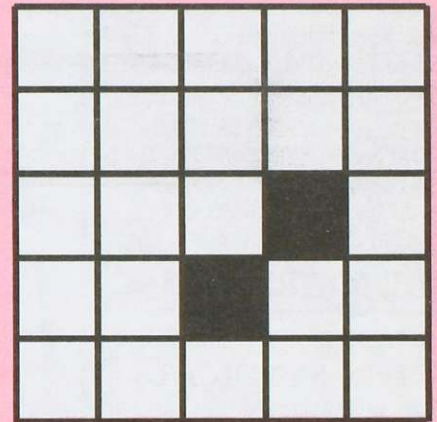
Le comité des jeunes se lance dans les relations internationales. Il reçoit un groupe de jeunes **Belges** de la centrale CSC qui seront 8 jours chez nous. Le thème de l'échange: l'alternance formation-travail. Un groupe de jeunes CSN ira en Belgique en avril prochain. Les voyages, ça forme la jeunesse.

...

On se prépare pour le **grand concours** qui va se passer demain. Il s'agit de deviner le nombre de délégué-e-s officiels qui assistent au congrès. Il y aura, demain, un coupon dans la dernière page. Le prix: l'original d'une des caricatures de **Garnotte** dans le Quotidien. Celle de votre choix.

...

Une réponse pour ceux et celles qui veulent savoir qui est le **Couche-Tard**. Ce matin, je porte un t-shirt avec le logo du Couche-Tard imprimé dessus. En couleurs. J'espère que personne ne va voir double.



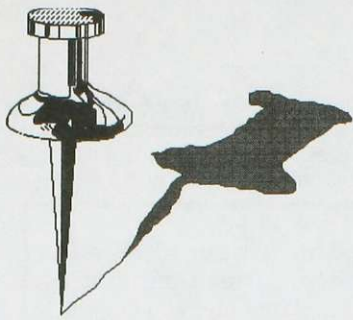
Horizontal

1. Mi-chaud, mi-froid.
2. Qui a été rendu rouge.
3. Poisson physostome au corps fusiforme.
4. Double voyelle. - Petit cube dont chaque face est marquée de un à six.
5. Méditer.

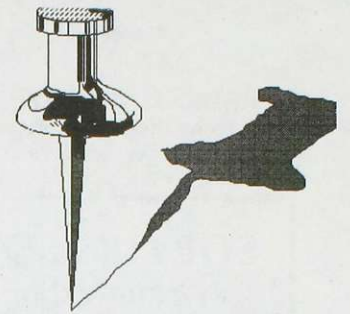
Vertical

1. Choisir parmi d'autres.
2. Qui contient de l'iode (*féminin*).
3. Obtenue.
4. Directeur général. - Petit étui cylindrique destiné à protéger le doigt qui pousse l'aiguille.
5. Carnard sauvage.

LA PENSEE DU JOUR: La CSN est un bateau sur lequel les matelots ont droit de vote. (Pierre Vennat)



babillard



CAP SANTE

En forme? Non? Réservez-vous un petit moment de relaxation avec des spécialistes. Inscrivez-vous à l'entrée du congrès lors de la pause santé.

LANCEMENT DES ACTES DU COLLOQUE DE LA CSN SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

POUR ALLER PLUS LOIN

AUJOURD'HUI A 11 H A L'AGORA

Souper des délégué-e-s des syndicats affiliés au conseil central de la Gaspésie et des Iles de la Madeleine, au restaurant Le Baron Rouge, sur le boulevard Sainte-Anne, le samedi 11 juin à 20 h



SANS FAUTE: DONNER VOTRE NOM A REMI DION AVANT VENDREDI 17 H 30

TOP SECRET

ATTENTION stop SECTEUR DE LA DISTRIBUTION NON ALIMENTAIRE stop AJOURNEMENT 13 H stop SALLE COURVILLE HOTEL HILTON stop

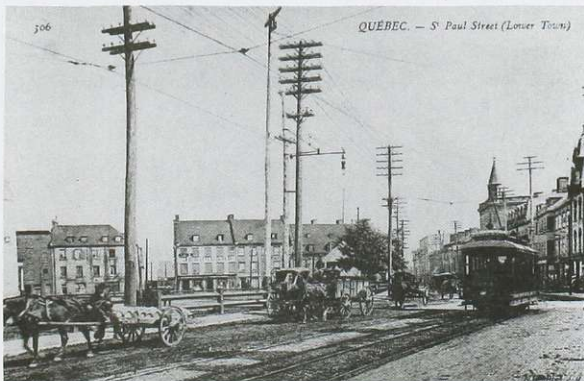
AUJOURD'HUI

PETITS SYNDICATS

Les délégué-e-s bénéficiant de l'aide aux syndicats doivent se rendre à la salle d'inscription aujourd'hui ou demain entre 8 h 30 et midi, afin de recevoir le deuxième versement du montant qui leur a été octroyé.

L'Amour... **A QUEL PRIX?**

Le film de Sophie Bissonnette, "L'amour... à quel prix?" est présenté au Cinéma Place Québec aujourd'hui à 13h. Une production de l'ONF, ce film prend comme point de départ le nouveau phénomène social appelé "la féminisation de la pauvreté" pour montrer comment la dépendance affective et financière à l'intérieur du mariage mène les femmes à la pauvreté. "L'amour... à quel prix?" révèle aussi, dans une perspective féministe, à quel point cette dépendance est inscrite au coeur même des structures sociales et politiques et comment l'idéologie contribue à la maintenir.



Une dernière chance de mieux connaître les charmes de la ville de Québec. Ceux et celles qui veulent faire la visite originale à pied doivent s'inscrire vendredi, de 8 h 30 à 9 h et de 11 h à 11 h 30. Le coût: \$9.00 par personne. Les deux visites se font de 13 h à 15 h. Un groupe termine la visite dans la basse-ville et l'autre groupe revient ici. S'ajuster en fonction de la localisation de votre atelier.

PRIMEUR

Réservé à ceux et celles qui veulent voir en primeur le calendrier de l'organisation qui sera lancé à 17 h à l'agora. Le rendez-vous: 13 h

LA TAVERNE TRUDEL (ANNEXE)
1 boulevard Charest,